

Arrêté n° 2067 CM du 7 novembre 2024 relatif au diplôme national des métiers d'art et du design

(NOR : DEE24203371AC-1)

Paru in extenso au journal officiel n°129 N du 12/11/2024 à la page 20960 dans la partie ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

Version en vigueur au 09/06/2025

- Titre Ier - Accès à la formation(Article 1er à Art. 2)
- Titre II - Organisation et déroulement de la formation(Art. 3 à Art. 7)

Le Président de la Polynésie française,
Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française,
ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
Vu l'avis favorable du haut comité de l'éducation en date du 2 juillet 2024 ;
Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 octobre 2024,

Arrête :

TITRE IER - ACCÈS À LA FORMATION

Article 1er

Pour accéder à la formation, les étudiants doivent justifier :

- 1° Soit au baccalauréat du diplôme d'accès aux études universitaires ou d'un diplôme français ou étranger admis en dispense ou en équivalence du baccalauréat ;
- 2° Soit d'un diplôme classé au niveau 4 du cadre national des certifications professionnelles ;
- 3° Soit qu'ils remplissent les conditions fixées par l'article D. 613-40 du code de l'éducation dans sa version applicable en Polynésie française.

Art. 2

L'admission dans une formation conduisant au diplôme national des métiers d'art et du design est organisée par le ministre en charge de l'éducation. Le classement des dossiers est prononcé par le chef d'établissement sur avis de la commission d'examen des vœux mentionnée à l'article D. 612-1-13 du code de l'éducation dans sa version applicable en Polynésie française. Cette commission prend en compte les éléments figurant dans le dossier de candidature. Elle précise le cas échéant les semestres de formation dont sont dispensés les étudiants.

TITRE II - ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE LA FORMATION

Art. 3

La durée de la formation est de trois années, soit six semestres. Chaque étudiant bénéficie d'un suivi personnalisé. Des actions d'accompagnement et de soutien peuvent être mises en place.

Art. 4 *Rédaction issue de Arrêté n° 771 CM du 6 juin 2025*

Une commission pédagogique de la formation est placée auprès du chef d'établissement.

Elle se prononce sur l'organisation de la formation et les modalités d'évaluation des étudiants. Les décisions relatives au passage des étudiants dans l'année supérieure, aux redoublements et aux dispenses de scolarité, de stages ou d'épreuves lui sont également soumises pour avis. Les dispenses peuvent porter sur les enseignements détaillés dans l'arrêté mentionné à l'article D. 642-42 du code de l'éducation dans sa version applicable en Polynésie française.

Les membres de la commission sont désignés par le Président de la Polynésie française . La commission comprend :

- 1° Des enseignants-chercheurs exerçant leurs fonctions dans l'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel ayant conclu une convention de partenariat ;
- 2° Un inspecteur d'académie-inspecteur pédagogique régional ;

3° Des enseignants intervenant dans la formation ;

4° Au moins un étudiant suivant la formation ;

5° Un designer et un professionnel des métiers d'art, en exercice depuis au moins trois ans ;

6° Le chef de l'établissement dispensant la formation.

Le président de la commission est choisi par le Président de la Polynésie française parmi les membres mentionnés au 1° du présent article.

Art. 5

Les étudiants ayant validé les deux premiers semestres sont autorisés à passer en deuxième année.

Les étudiants ayant validé les quatre premiers semestres sont autorisés à passer en troisième année.

Le chef d'établissement, après consultation de la commission pédagogique :

1° Prononce, pour les étudiants de première année ayant validé entre 48 et 59 crédits européens, ou pour les étudiants de deuxième année ayant validé entre 108 et 119 crédits européens, soit le redoublement, soit le passage dans l'année supérieure. Dans ce dernier cas, les unités d'enseignement non validées en première année sont préparées l'année suivante ;

2° Prononce, pour les étudiants ayant validé moins de 48 crédits en fin de première année, ou moins de 108 crédits en fin de deuxième année, soit le redoublement, soit l'exclusion de la formation. Les étudiants autorisés à redoubler conservent le bénéfice des unités d'enseignement validées ;

3° Autorise à redoubler les étudiants qui, à l'issue de la troisième année, n'ont pas obtenu leur diplôme. Ceux-ci ne préparent que les unités d'enseignement non validées.

Art. 6

Après accord du chef d'établissement et sous réserve d'une cohérence pédagogique avec le déroulement de la formation, des périodes d'études peuvent être effectuées à l'étranger, dans des conditions définies par convention entre l'établissement d'origine de l'étudiant et l'établissement d'accueil. La convention précise notamment la reconnaissance mutuelle des connaissances et compétences acquises, leur validation ainsi que l'acquisition de crédits européens dans la formation d'origine.

Art. 7

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 novembre 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, absent, le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,
Taivini TEAI

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Arrêté n° 2067 CM du 7 novembre 2024](#), JOPF n° 129 N du 12/11/2024 à la page 20960
- [Arrêté n° 771 CM du 6 juin 2025](#), JOPF n° 132 N du 09/06/2025 à la page 13